

Grève et manifestations le jeudi 15 mai 2014 contre le plan d'austérité

lundi 5 mai 2014

Le gouvernement de Manuel VALLS a confirmé et précisé un super plan d'austérité : 50 milliards de réduction des dépenses publiques sur 2015 - 2017 pour financer le « pacte de responsabilité » de 30 milliards « d'allègements de charges » aux entreprises et réduire les déficits publics. « *Il s'agit d'un effort exigeant et d'une ampleur inédite, qui permettra de poursuivre la réduction des déficits* » dicit le chef du gouvernement. Cette cure d'austérité se répartit entre l'État 18 Md €, les collectivités territoriales 11 Md €, la protection sociale 11 Md€ et l'Assurance maladie 10 Md €.

Ainsi, le taux de croissance de l'Objectif national des dépenses d'Assurance maladie (l'Ondam) en 2015-2017 "sera de 2% par an en moyenne". Pour mémoire, en 2014 l'Ondam progresse de 2,4 % ; c'est déjà insuffisant et cela provoque l'asphyxie budgétaire des hôpitaux.

Officiellement, cet effort d'économies porte sur trois axes : améliorer le parcours de soins (chirurgie ambulatoire, retour à domicile après hospitalisation, suivi des personnes âgées en perte d'autonomie...), réduire les dépenses de médicaments (plus grand recours aux génériques, prix calqués sur l'innovation thérapeutique...) et agir sur la pertinence des soins (actes inutiles ou évitables).

Mais ce que ne dit pas le Gouvernement et la Ministre, c'est que dans les faits cela va réduire les budgets des hôpitaux. Conséquence ?

- une nouvelle vague de plans de retour à l'équilibre par une multiplication des déficits,
- des suppressions de postes avec une nouvelle dégradation des conditions de travail et d'exercice professionnel,
- des fermetures de services et réductions de l'offre de soins,
- une accélération des restructurations,

Comme médecins, nous ne saurions participer à cette entreprise de démantèlement. Notre rôle est d'être aux côtés de nos malades, et de dire ce dont ils ont besoin, pas de mettre notre science au service de ceux qui veulent liquider le système de santé français pour permettre les exonérations de cotisations sociales.

C'est pourquoi le SNMH FO sera aux côtés de la fédération FO Services Public et Santé, aux côtés des fonctionnaires et du personnel, contre le plan d'austérité le 15 mai,

pour exiger du gouvernement l'arrêt de cette politique suicidaire et réaffirmer leurs revendications :

- Retrait du pacte de responsabilité et l'annulation des coupes budgétaires de 50 milliards sur les dépenses publiques.
- Abrogation de la loi « HPST » (*Hôpital Patient Santé Territoire*).
- Levée du numéris clausus
- Effacement de la dette des hôpitaux.
- Arrêt des suppressions de postes et créations des emplois statutaires nécessaires.
- Respect des droits et statuts des médecins et personnels.